

# ***Débat Ukraine Mardi 12 mars 2024 – Assemblée nationale – Intervention Fabien ROUSSEL***

Il y a deux ans, quasiment jour pour jour, ici même devant vous, je dénonçais au nom de mon groupe GDR et des députés communistes l'offensive criminelle lancée par le nationaliste Poutine, en violation de toutes les règles du droit international. Dans cette guerre, il y a bien un agresseur, Vladimir Poutine, et un pays en état de légitime défense, l'Ukraine, qu'il faut soutenir.

C'est pourquoi nous avons voté en novembre 2022 la résolution de soutien à l'Ukraine et la condamnation de la guerre lancée par la Russie.

Notre position n'a pas changé depuis. Oui, la Russie ne doit pas gagner la guerre, oui, il faut donner à l'Ukraine les moyens de se défendre, comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant.

Et je le dis ici au nom de mon groupe : ce soutien doit être apporté dans le cadre défini par la France il y a deux ans, c'est-à-dire avec des lignes rouges à ne pas franchir, pour que la France n'entre pas en guerre directe avec la Russie et ses alliés.

Les déclarations va-t-en-guerre du Président de la République sur l'envoi de troupes françaises en Ukraine, ne mettant aucune limite à notre soutien à ce pays en guerre et confirmées lors de notre réunion à l'Élysée, ont fortement choqué nos compatriotes.

La perspective de la guerre et son cortège de souffrance sont entrés brutalement en France, dans chaque foyer, dans chaque famille.

La France, je le dis ici avec gravité, a une autre voix à porter que celle de la guerre, quand celle-ci a déjà provoqué la mort d'un demi-million de personnes et semé le chaos aux portes de l'Europe. C'est une véritable boucherie. Au nom de l'humanité, nous devons tout mettre en œuvre pour qu'elle s'arrête et au plus vite !

Dans quelques semaines, nous allons célébrer le 80e anniversaire du Débarquement. Notre pays, avec d'autres, a subi dans sa chair le martyr de deux conflits mondiaux, au 20e siècle, soldés par des dizaines de millions de morts.

Notre responsabilité vis-à-vis des jeunes générations est plus lourde que jamais. Pendant des décennies, nous leur avons promis, haut et fort : « Plus jamais ça ».

Faisons respecter cet engagement, celui sur lequel précisément est née l'Union européenne.

Rien, rien ne justifie que nous lancions notre jeunesse dans une nouvelle folie meurtrière, placée de surcroît sous la menace du feu nucléaire. Voulons-nous la destruction de notre civilisation ?

Car c'est bien de cela dont il s'agit quand nous entrons dans une escalade guerrière dont nul ne peut prétendre maîtriser tous les ressorts.

Tout doit être fait pour éviter une telle escalade. Et ce n'est pas l'accord que vous venez de signer le 16 février avec l'Ukraine qui peut nous conduire vers l'apaisement. Au contraire, il risque de nous entraîner encore plus dans le conflit.

Il prévoit en effet l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne et dans l'OTAN. Nous y sommes opposés d'autant que cette question figurera en tête des négociations à venir entre les belligérants.

J'ajoute que l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne va mettre à mal notre agriculture, notre industrie en provoquant un dumping social que les Français rejettent massivement. Comme eux, nous rejetons aussi cette idée.

Tout aussi préoccupant est le volet « coopération militaire de défense », qui est qualifié de « non exhaustifs ». C'est-à-dire sans limites, comme l'a dit le Président. Comment peut-on ainsi signer un chèque en blanc avec un état en guerre ?

Mes chers collègues, nous le savons tous ici : un jour, nécessairement, des négociations auront lieu, le Président l'a dit lui-même lors de notre échange jeudi dernier.

Mais alors ne perdons pas une minute ! Car chaque heure, chaque jour, chaque semaine apporte sont lot de morts et de destructions.

Puisque l'issue est connue, pourquoi attendre des centaines de milliers de morts supplémentaires avant de mettre un terme au conflit ?

Notre seule obsession devrait être de tout mettre en œuvre pour trouver les chemins d'un cessez-le-feu, d'une négociation garantissant la sécurité collective des pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural.

Toutes les voies diplomatiques n'ont pas été exploitées, loin de là. La Chine, le Brésil, l'Inde ou encore l'Afrique du Sud ont déjà fait des propositions. Vendredi, le président Erdogan indiquait que la Turquie était prête à accueillir un sommet Russie-Ukraine. La Russie elle-même se dit prête à un cessez-le-feu, comme nous l'a indiqué le président de la République.

La diplomatie, ce n'est pas de savoir discuter uniquement avec ses amis. C'est aussi avoir le courage de chercher des solutions politiques plutôt que de bomber le torse et d'endosser ses habits militaires !

Enfin, œuvrer à une issue diplomatique et rapide à la guerre n'est pas faire injure à l'Ukraine. Le peuple ukrainien, lui aussi, aspire à la paix, à la sécurité. C'est un peuple courageux, résistant. Garantissons-lui d'être à ses côtés, de faire respecter sa souveraineté comme les résolutions de l'ONU, sous l'égide de l'ONU et si besoin de casques bleus, comme l'histoire l'a déjà fait.

Pour y travailler, nous appelons à la mise en place d'une conférence sur la sécurité collective des pays européens. Ce n'est bien sûr pas à nous de proposer des solutions précises, elles émergeront dans le cadre d'une négociation durant laquelle tous les éléments devront être mis sur la table.

Oui, la France a une voix forte à porter.

J'ajouterai ici, vous me le permettrez, que la crédibilité de la France comme de l'Union européenne est aussi liée à nos actes concernant la Palestine. Car il ne peut y avoir deux poids et deux mesures en matière de droit international, de respect des résolutions de l'ONU et dans la dénonciation des crimes, comme celui subi par le peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Que la France reconnaisse la Palestine dans ses frontières de 1967, comme me l'a encore demandé le Premier ministre palestinien rencontré mardi dernier à Ramallah, serait un acte politique fort qui entraînerait d'autres pays dans ce choix.

Concernant l'aide à l'Ukraine: Oui la France doit encore aider l'Ukraine. Mais pas seulement en lui donnant des armes. Je pense à la solidarité concrète et je salue l'accueil de familles ukrainiennes en France, auquel les maires et les élus communistes ont participé pleinement – et nous en sommes fiers .

Mais je pense aussi à l'aide financière qu'apporte l'Union européenne. Et là, permettez-moi de dénoncer l'hypocrisie de l'Union européenne ! L'aide d'un montant de 18 milliards d'euros annoncée par l'Union européenne en novembre 2022 est en réalité un cadeau empoisonné, puisqu'elle est versée sous forme de prêts à rembourser avec intérêts !

Vous ne pouvez pas vous empêcher d'être libéral et de vouloir gagner de l'argent sur leur dos. Vous devriez avoir honte !

Pour nous, aider l'Ukraine, c'est prêter à taux 0% et ce ne pas contribuer à un endettement ravageur.

Au bout du compte, ce seront les travailleurs ukrainiens qui paieront l'addition, avec des salaires en baisse, une précarisation des conditions de travail, des services publics démantelés...

Le peuple est toujours en première ligne lorsque gronde le fracas de la guerre. C'est pourquoi nous devons tout faire pour l'éteindre.

C'est encore possible et nous, députés GDR et communistes, ne cesserons jamais d'œuvrer pour empêcher la guerre totale, généralisée.

Le 21ème siècle ne doit pas être celui d'une troisième guerre mondiale. Jusqu'à la dernière minute, nous nous y engagerons.

Dans le dernier discours de sa vie, prononcé le 25 juillet 1914 à Lyon, cinq jours avant d'être assassiné, quelques jours avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, Jean Jaurès y

croyait encore et disait : « J'espère encore, malgré tout qu'en raison de l'énormité du désastre dont nous sommes menacés, à la dernière minute, les gouvernements se ressaisiront et que nous n'aurons pas à frémir d'horreur à la pensée du cataclysme qu'entraînerait aujourd'hui pour les hommes une guerre européenne. »

Ne tuez pas une deuxième fois Jean Jaurès.

Et comme lui, nous appelons le gouvernement à se ressaisir.

Voilà pourquoi nous nous prononçons, à l'unanimité de notre groupe, contre cet accord, qui nous engage pour dix ans, avec des objectifs imprécis et dans des termes flous. Un accord, qui ne trace aucune ligne rouge, aucune perspective de paix et participe à l'escalade militaire.

Le vote d'aujourd'hui sera inscrit dans l'histoire car il peut précipiter notre pays dans la guerre.

Encore une fois, malheureusement, une grande majorité, dans cette Assemblée, s'appête à voter pour une telle déclaration, un tel accord, un tel traité. Vous vous apprêtez à voter très majoritairement pour, alors que les Français sont très majoritairement contre.

Alors, encore une fois, les communistes, fidèles à leurs convictions, et comme ils toujours fait dans l'histoire de notre pays, seront ceux qui voteront contre la guerre et pour la paix, pour une solution politique, pour une solution diplomatique.

Encore une fois, nous serons fidèles à nos convictions et nous resterons aux côtés des Français qui aujourd'hui ne souhaitent pas entrer en guerre contre la Russie.